

Paris, 28 juin 2010

Six mois de préparation

L'HADOPI a consacré les six premiers mois de son existence à préparer la mise en œuvre la plus rapide possible des missions qui lui ont été confiées par le législateur.

Elle a notamment :

- . contribué à l'élaboration, par le Gouvernement des projets de décrets d'application des deux lois du 12 juin et du 29 octobre 2009 : ces textes portent aussi bien sur l'organisation de la Haute Autorité et sur les procédures suivies devant elle, que sur les différents aspects de la réponse graduée, la valorisation de l'offre légale de contenus culturels à travers un dispositif de labellisation, ou encore sur l'encouragement à l'utilisation de moyens de sécurisation des accès à internet ;
- . anticipé les modalités concrètes de mise en œuvre de ces textes, que ce soit au travers du système d'information de gestion de la réponse graduée, de la rédaction du contenu des recommandations qui seront adressées aux internautes ou encore du projet de spécifications des moyens de sécurisation ;
- . préparé le contenu des futures actions de communication qui seront engagées très prochainement en direction des internautes ;
- . organisé ses services.

Aujourd'hui, la Haute Autorité est prête à lancer son action en matière de réponse graduée dès la publication au Journal officiel du décret qui s'y rapporte, relatif à la **procédure suivie devant de la Commission de Protection des Droits. Cette publication devrait intervenir désormais à très brève échéance.**

La commission de protection des droits (CPD)

Au sein de l'Hadopi, la CPD est en charge de la mise en œuvre du processus de réponse graduée. Elle conduit cette mission en toute autonomie. Elle veille particulièrement à la protection des données personnelles recueillies dans l'exercice de sa mission.

Elle est composée, outre de sa présidente Mireille Imbert-Quaretta, ancien magistrat et conseiller d'Etat, de Jean-Yves Monfort, conseiller à la Cour de cassation, de Jacques Bille, conseiller-maître à la Cour des comptes, et de leurs trois suppléants. Ils sont assistés d'agents agréés et assermentés, dont les prérogatives et les conditions d'intervention sont précisément prévues par la loi.

Les agents sont en cours de recrutement et d'installation. Les deux premiers étages de l'immeuble rue du Texel sont entièrement dédiés à ce département qui réunira 23 agents d'ici à la fin de l'année.

La CPD est d'ores et déjà en capacité de recevoir les saisines des ayants-droit, qui ont été autorisés le 10 juin dernier par la CNIL à relever les adresses IP des accès internet utilisés à des fins illicites.

Obligation de surveillance et négligence caractérisée

Depuis 2006, le titulaire d'un accès à internet a la responsabilité de veiller à ce que son accès internet ne fasse pas l'objet d'une utilisation à des fins portant atteinte à un droit de propriété littéraire et artistique. Cette obligation instituée par la loi figure aujourd'hui à l'article L. 336-3 du code de la propriété intellectuelle.

Parfois volontairement, mais le plus souvent involontairement, beaucoup d'abonnés à internet ne prennent pas les mesures nécessaires pour exercer cette responsabilité.

La réponse graduée a pour objectif d'inciter les abonnés à installer et à mettre en œuvre des moyens de sécurisation de leur accès internet, qui feront obstacle à l'utilisation de celui-ci, à leur insu, à des fins frauduleuses.

A cet effet, il est prévu que la CPD adresse aux abonnés dont l'accès aura été utilisé pour échanger illégalement des fichiers contenant des œuvres protégées, des **recommandations** qui constituent un rappel à la loi. Ces recommandations :

- . attirent l'attention des abonnés sur l'existence d'actes frauduleux accomplis à partir de leur accès ;
- . invitent les abonnés à installer et à mettre en œuvre des moyens de sécurisation de leur accès à internet.

L'infraction de « négligence caractérisée », prévue par la loi et précisée par le décret paru le 26 juin au Journal officiel, est susceptible d'être constituée lorsque l'abonné, après avoir reçu deux recommandations de l'Hadopi, dont une au moins par lettre recommandée :

- . s'est abstenu, sans motif légitime, d'accomplir les diligences nécessaires en matière de sécurisation de son accès à internet (installer un moyen de sécurisation ou, s'il est installé, ne pas prendre les dispositions nécessaires pour qu'il fonctionne correctement) ;
- . et que de nouveaux actes illicites réalisés à partir de cet accès ont été constatés dans l'année qui a suivi la réception de la seconde recommandation.

Pendant tout le processus, la CPD pourra recevoir les observations des internautes, voir les entendre, pour apprécier la réalité de l'infraction et estimer, au bout du compte, si elle décide de saisir le procureur de la République de ces faits.

Conformément à la décision du Conseil constitutionnel du 10 juin 2010 c'est à la justice, saisie par la CPD, qu'il appartiendra d'évaluer la situation de l'abonné au regard de son obligation de surveillance.

En particulier, le juge en appréciera les **motifs** qui ont pu conduire l'abonné à ne pas avoir mis en œuvre un moyen de sécurisation, ou si l'inefficacité des moyens de sécurisation mis en œuvre résulte d'un manque de **diligence de sa part ou de facteurs** indépendants de sa volonté.

L'abonné reconnu coupable de négligence caractérisée encourt une amende de 1.500€, qui peut être doublée en cas de récidive (3.000€). Pour les personnes morales, les montants sont multipliés par cinq (7.500€ / 15.000€). En outre, l'abonné peut être condamné à la peine complémentaire de suspension de l'accès internet pour une **durée maximale de un mois**.

Moyens de sécurisation

Pour exercer sa responsabilité de surveillance, l'abonné est invité par les recommandations de la CPD à mettre en œuvre des moyens de sécurisation permettant de faire obstacle, en l'état de l'art, à l'utilisation de son accès internet pour porter atteinte à un droit de propriété littéraire et artistique.

Dans un premier temps, l'Hadopi va donc inciter les concepteurs de moyens de sécurisation présents sur le marché à faire valoir l'efficacité de leur solution au regard de cet objectif. L'Hadopi les accompagnera dans la rédaction et la diffusion de guides explicatifs destinés à tous les publics.

Dans un second temps, la labellisation des moyens de sécurisation, fondée sur leur conformité avec les spécifications publiées par l'Hadopi, donnera à l'utilisateur une indication fiable quant à leur efficacité.

Spécifications fonctionnelles

La rédaction des « spécifications fonctionnelles » des moyens de sécurisation, a été confiée à un expert, Michel Riguidel, enseignant-chercheur à Télécom Paris Tech.

D'après la loi (article L. 336-26 du CPI), la rédaction de ces spécifications doit donner lieu à une consultation. Un avant projet sera soumis à l'examen du Collège lors de sa séance du 30 juin 2010. Si le Collège le décide, la phase de consultation pourrait alors être lancée sur la base de ce document.

Les acteurs concernés pourront faire parvenir leurs commentaires à l'Hadopi par courrier (accompagnés de leurs coordonnées et d'une courte fiche d'identité) jusqu'au 30 août 2010.

En septembre, le Collège examinera l'intégralité des réponses reçues et décidera de modifier en conséquence le document. Une nouvelle version, définitive, sera alors rendue publique conformément à la loi.

Les professionnels proposant des moyens de sécurisation pourront dès lors entamer les démarches pour proposer leurs produits à la labellisation de l'Hadopi. Le décret fixant les modalités de la procédure de labellisation aura été publié d'ici là, après un examen d'une durée maximale de trois mois par la Commission Européenne.

Contact presse : Aurore Giovannini, presse@hadopi.fr.

Annexe : décrets publiés au Journal Officiel de la République Française

Titre du décret	Statut : date de publication au JORF	Objet
Décret n° 2009-887 du 21 juillet 2009 pris pour l'application de l'article L. 331-18 du code de la propriété intellectuelle	JORF n° 0168 du 23 juillet 2009	Ce texte fixe le modèle de déclaration d'intérêts que les membres déposent à l'occasion de leur désignation.
Décret du 23 décembre 2009 portant nomination des membres du collège et de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	JORF n° 0299 du 26 décembre 2009	Ce texte porte nomination des membres du collège (neuf membres titulaires et quatre membres suppléants) et de la commission de protection des droits (trois membres titulaires et trois membres suppléants).
Décret n° 2009-1773 du 29 décembre 2009 relatif à l'organisation de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	JORF n° 0303 du 31 décembre 2009	Ce texte établit les règles d'organisation et de fonctionnement du collège et de la commission de protection des droits. Il précise les compétences du président et du secrétaire général, les dispositions relatives au personnel et les règles financières et comptables applicables à l'Hadopi. Il prévoit en outre les conditions de délivrance des agréments aux agents des sociétés de perception et de répartition des droits, des organismes de défense professionnelle et du Centre national du cinéma et de l'image animée.
Décret du 20 janvier 2010 portant nomination de la présidente de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Mme IMBERT-QUARETTA (Mireille)	JORF n° 0018 du 22 janvier 2010	Ce texte porte nomination de la présidente de la commission de protection des droits, Mme Mireille IMBERT-QUARETTA.
Décret n° 2010-236 du 5 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel autorisé par l'article L. 331-29 du code de la propriété intellectuelle dénommé « Système de gestion des mesures pour la protection des	JORF n° 0056 du 7 mars 2010	Ce texte précise la finalité du traitement de données à caractère personnel mis en œuvre par la Haute Autorité dans le cadre du mécanisme de réponse graduée. Il établit la liste des informations et données à caractère personnel enregistrées dans le traitement, leur durée de conservation et la liste des personnes pouvant y avoir accès. Il rappelle les modalités d'exercice

œuvres sur internet »		des droits d'accès et de rectification. Il précise enfin les modalités d'interconnexion de ce traitement.
Décret n° 2010-695 du 25 juin 2010 instituant une contravention de négligence caractérisée protégeant la propriété littéraire et artistique sur Internet	JORF n°0146 du 26 juin 2010	Ce texte définit la contravention de cinquième classe applicable en cas de négligence caractérisée du titulaire dans la sécurisation de son accès à internet.

DECRET

Décret n° 2009-887 du 21 juillet 2009 pris pour l'application de l'article L. 331-18 du code de la propriété intellectuelle

NOR: MCCB0913558D

Le Premier ministre, Sur le rapport du ministre de la culture et de la communication, Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article L. 331-18, Décrète :

Article 1

Dans la sous-section 1 de la section 2 du chapitre 1er du titre III du livre III du code de la propriété intellectuelle (partie réglementaire), il est inséré après l'article R. 331-9 un article D. 331-9-1 ainsi rédigé : « Art.D. 331-9-1.-La déclaration d'intérêts mentionnée à l'article L. 331-18 est établie conformément au modèle figurant en annexe au présent article. Les déclarations sont actualisées chaque année et, en tout état de cause, dès qu'un fait nouveau intervient dans la situation professionnelle ou personnelle des déclarants. »

Article 2

Le ministre de la culture et de la communication est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

- Annexe A N N E X E En application de l'article L. 331-18 du code de la propriété intellectuelle, les fonctions de membres et de secrétaire général de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet sont incompatibles avec le fait d'exercer ou d'avoir exercé, au cours des trois dernières années, une fonction de dirigeant, de salarié ou de conseiller : — d'une société de perception et de répartition des droits ; — d'une entreprise exerçant une activité de production de phonogrammes ou de vidéogrammes ou d'édition d'œuvres protégées par un droit d'auteur ou des droits voisins ; — d'une entreprise de communication audiovisuelle ; — d'une entreprise offrant des services de mise à disposition d'œuvres ou d'objets protégés par un droit d'auteur ou des droits voisins ; — d'une entreprise dont l'activité est d'offrir un accès à des services de communication au public en ligne. Les membres et le secrétaire général de la haute autorité ne peuvent par ailleurs détenir d'intérêts dans l'une de ces sociétés ou entreprises. Ils ne peuvent participer à une délibération concernant l'une de ces sociétés ou entreprises dans laquelle ils auraient un intérêt indirect. Les membres et le secrétaire général de la haute autorité adressent, au moment de leur désignation, une déclaration mentionnant les intérêts qu'ils détiennent dans l'une des sociétés ou entreprises susmentionnées, conforme au présent modèle. La présente déclaration d'intérêts a pour objectif la prévention des conflits d'intérêts au sein de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet. Déclaration d'intérêts Je soussigné (e) Reconnaiss avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer la détention, directe ou indirecte, d'intérêts dans une société ou une entreprise mentionnée dans le préambule. Renseignements administratifs 1. Activité professionnelle principale (précisez les organismes employeurs au sein desquels vous exercez ou avez exercé au cours des trois dernières années) : 2. Adresse professionnelle actuelle : Intérêts 1. Participation (s) financière (s) : Indiquez ici tout

intérêt financier dans le capital d'une société ou d'une entreprise mentionnée dans le préambule : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent également être déclarés les intérêts dans une société ou une entreprise concernée, une de ses filiales ou une société ou une entreprise dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Société, entreprise Nature de la participation financière 2. Activité (s) donnant lieu à une rémunération personnelle : 2. 1. Liens durables ou permanents : Indiquez ici si vous êtes propriétaire, dirigeant, associé, employé ou si vous êtes membre d'un organe décisionnel d'une société ou d'une entreprise mentionnée dans le préambule. Société, entreprise Nature du lien durable ou permanent 2. 2. Interventions ponctuelles : Indiquez ici, notamment, les activités de conseil (consultations ponctuelles, participations à des groupes de travail, activités d'audit...) auprès d'une société ou d'une entreprise mentionnée dans le préambule et la participation en qualité d'intervenant à des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses et actions de formation organisés ou soutenus financièrement par une société ou une entreprise mentionnée dans le préambule. Les rémunération indirectes doivent également être mentionnées, telles que la prise en charge par une société ou une entreprise de frais personnels (frais de déplacement ou d'hébergement notamment). Société, entreprise Nature de l'activité 3. Activité (s) donnant lieu à un versement au budget d'une institution dont dépend le déclarant ou dont il est responsable : Indiquez ici les activités réalisées par vous-même ou par une personne dépendant de vous, financées par une société ou une entreprise mentionnée dans le préambule et donnant lieu à un versement à une institution dans laquelle vous travaillez (organisme de recherche...) où dans laquelle vous exercez une responsabilité (fondation, association...). Société, entreprise Nature de l'activité 4. Liens de parenté : Indiquez ici si l'un de vos parents proches (conjoint, ascendants ou descendants jusqu'au second degré et collatéraux immédiats y compris leurs conjoints) est employé par une société ou une entreprise mentionnée dans le préambule. Le nom des membres de la famille n'a pas à être mentionné. Société, entreprise Lien de parenté 5. Autres (à votre initiative) : Indiquez ici les intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à votre impartialité ou que vous considérez devoir être portés à la connaissance de la haute autorité. Je m'engage à actualiser chaque année la présente déclaration. En cas de modification des liens ou activités ci-dessus ou du fait de l'acquisition d'intérêts supplémentaires devant être portés à la connaissance de la haute autorité, je m'engage à en informer celle-ci et à procéder immédiatement à une nouvelle déclaration d'intérêts.

Fait à Paris, le 21 juillet 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre de la culture et de la communication,

Frédéric Mitterrand

DECRET

Décret du 23 décembre 2009 portant nomination des membres du collège et de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet

NOR: MCCB0928914D

Par décret en date du 23 décembre 2009 : Sont nommés membres du collège de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet :

a) Membres désignés par le vice-président du Conseil d'Etat

En tant que membre titulaire : M. Jean Musitelli. En tant que membre suppléant : Mme Marie Picard.

b) Membres désignés par le premier président de la Cour de cassation

En tant que membre titulaire : Mme Marie-Françoise Marais. En tant que membre suppléant : M. Dominique Garban.

c) Membres désignés par le premier président de la Cour des comptes

En tant que membre titulaire : M. Patrick Bouquet. En tant que membre suppléant : M. Thierry Dahan.

d) Membres désignés par le président du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique

En tant que membre titulaire : Mme Christine Maugüe. En tant que membre suppléant : M. Philippe Belaval. e) Personnalités qualifiées désignées sur proposition conjointe des ministres chargés des communications électroniques, de la consommation et de la culture M. Jean Berbinau. Mme Chantal Jannet. M. Jacques Toubon.

f) Personnalités qualifiées désignées par le président de l'Assemblée nationale et par le président du Sénat

M. Franck Riester. M. Michel Thiollière. Sont nommés membres de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet :

a) Membres désignés par le vice-président du Conseil d'Etat

En tant que membre titulaire : Mme Mireille Imbert-Quaretta. En tant que membre suppléant : M. Jean-François Mary.

b) Membres désignés par le premier président de la Cour de cassation

En tant que membre titulaire : M. Jean-Yves Monfort. En tant que membre suppléant : M. Paul Chaumont.

c) Membres désignés par le premier président de la Cour des comptes

En tant que membre titulaire : M. Jacques Bille. En tant que membre suppléant : Mme Sylvie Toraille.

DECRET

Décret n° 2009-1773 du 29 décembre 2009 relatif à l'organisation de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet

NOR: MCCB0923146D

Le Premier ministre, Sur le rapport du ministre de la culture et de la communication, Vu le code civil ; Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2, L. 331-21 et L. 331-30 ; Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 411-2 ; Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 modifiée portant loi de finances pour 1963 ; Vu la loi n° 2009-669 du 12 juin 2009 favorisant la diffusion et la protection de la création sur internet, notamment son article 19 ; Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ; Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ; Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ; Vu le décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives donnant lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnés à l'article 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 ; Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ; Vu le décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ; Vu le décret n° 2009-887 du 21 juillet 2009 pris pour l'application de l'article L. 331-18 du code de la propriété intellectuelle ; Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

Article 1

L'article R. 331-1 du code de la propriété intellectuelle (partie réglementaire) est remplacé par les dispositions suivantes : « Art.R. 331-1.-I. — L'agrément mentionné à l'article L. 331-2 est délivré, de manière individuelle, par le ministre chargé de la culture pour une durée de cinq ans renouvelable. « Pour délivrer l'agrément, le ministre vérifie que l'agent est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et qu'il présente les capacités et les garanties requises au regard des fonctions pour lesquelles l'agrément est sollicité. Il tient compte notamment de son niveau de formation et de son expérience professionnelle. « L'agrément ne peut être accordé en cas de condamnation pour crime ou en cas de condamnation à une peine correctionnelle pour des faits incompatibles avec les fonctions à exercer. Le ministre chargé de la culture s'assure du respect de cette condition en demandant communication du bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'agent au casier judiciaire national automatisé par un moyen de télécommunication sécurisé ou de son équivalent pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen. « II. — La demande présentée par le Centre national du cinéma et de l'image animée, un organisme de défense professionnelle visé à l'article L. 331-1 ou une société mentionnée au titre II du présent livre en vue d'obtenir

l'agrément de l'un de ses agents comprend : « 1° Un extrait d'acte de naissance avec filiation pour les ressortissants français ou un document équivalent pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; « 2° L'indication des fonctions confiées à l'agent et une copie des documents attestant de son niveau de formation et de son expérience professionnelle, notamment dans le recueil d'éléments probants. « III. — La demande de renouvellement de l'agrément est présentée au plus tard trois mois avant l'expiration de l'agrément. « La demande de renouvellement comporte uniquement l'indication des fonctions exercées par l'agent. « IV. — Après avoir été agréés par le ministre chargé de la culture, les agents prêtent serment devant le juge d'instance de leur résidence. La formule de serment est la suivante : " Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice ". « Ces agents demeurent liés par les termes de leur serment tout au long de l'exercice de leurs fonctions, sans être tenus de prêter à nouveau serment à chaque renouvellement de leur agrément. « V. — Le Centre national du cinéma et de l'image animée, les organismes de défense professionnelle visés à l'article L. 331-1 et les sociétés mentionnées au titre II du présent livre informent le ministre chargé de la culture dans les meilleurs délais dès lors que l'agent au profit duquel ils ont sollicité un agrément n'exerce plus les fonctions à raison desquelles il a été agréé ou qu'il cesse d'être employé par eux. « VI. — Le ministre chargé de la culture peut, par décision motivée, mettre fin à l'agrément dès lors que son titulaire n'exerce plus les fonctions à raison desquelles il a été habilité ou ne remplit plus les conditions définies au I du présent article. « La personne intéressée est préalablement informée des motifs et de la nature de la mesure envisagée et mise à même de présenter des observations. En cas d'urgence, le ministre chargé de la culture peut suspendre l'agrément pour une durée maximale de six mois. »

Article 2

La section 2 du chapitre Ier du titre III du livre III du même code est remplacée par les dispositions suivantes :

« Section 2

« Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet

« Sous-section 1

« Organisation de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet

« Paragraphe 1

« Le collège de la Haute Autorité

« Art.R. 331-2.-I. — Les membres du collège de la Haute Autorité sont convoqués par son président qui fixe l'ordre du jour. La convocation est de droit à la demande de la moitié des membres du collège. « II. — Le collège ne peut valablement délibérer que si au moins cinq de ses membres sont présents. « Lorsque, en application du dernier alinéa de l'article L. 331-18, un membre ne participe pas à une délibération, il est réputé présent au titre du quorum. « III. — Les décisions du collège sont prises à la majorité des voix. La voix du président est prépondérante en cas de partage égal des voix. « Art.R. 331-3.-Les séances du collège de la Haute Autorité ne sont pas publiques. « Le collège peut entendre toute personne dont l'audition lui paraît susceptible de contribuer à son information. « Art.R. 331-4.-I. — Le collège délibère sur toutes les questions relatives à la Haute Autorité, autres que celles qui relèvent de la commission de protection des droits. « Il délibère notamment sur : « 1° L'élection de son président ; « 2° Les conditions générales de recrutement, de gestion et de rémunération du personnel et les modalités de création et de fonctionnement des instances représentatives du personnel ; « 3° Les crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la Haute Autorité qui sont proposés par celle-ci lors de l'élaboration du projet de loi de finances de l'année ; « 4° Le budget annuel et, le cas échéant, ses modifications en cours d'année ainsi que le programme d'activités qui lui est associé ; « 5° Le règlement intérieur de la Haute Autorité ; « 6° Les règles de déontologie applicables à ses membres, aux agents des services et à toute personne lui apportant son concours ; « 7° Le règlement comptable et financier ; « 8° Les conditions générales de passation des contrats et marchés ; « 9° Le compte financier et l'affectation des résultats ; « 10° Les actions en justice et les transactions d'un montant supérieur à un seuil qu'il fixe, sur proposition du président ; « 11° La publication des indicateurs mentionnés au premier alinéa de l'article L. 331-23 ; « 12° L'attribution du label mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 331-23 ; « 13° Les procédures applicables en matière d'interopérabilité des mesures techniques mentionnées à l'article L. 331-32 ; « 14° Les procédures applicables en matière d'exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins mentionnées à l'article L. 331-35 ; « 15° Les saisines pour avis en matière d'interopérabilité des mesures techniques et d'exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins mentionnées à l'article L. 331-36 ; « 16° Les conditions générales de consultation d'experts ; « 17° Les recommandations de modification législative ou réglementaire mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 331-13 ; « 18° Les consultations du Gouvernement ou des commissions parlementaires mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 331-13 ; « 19° Le rapport mentionné à l'article L. 331-14 ; « 20° Les demandes d'avis aux autorités administratives, aux organismes extérieurs ou aux associations représentatives des utilisateurs des réseaux de communications électroniques mentionnées à l'article L. 331-19 et les consultations pour avis par ces mêmes autorités ou organismes ; « 21° La publication des spécifications fonctionnelles pertinentes et l'établissement de la liste labellisant les moyens de sécurisation mentionnés à l'article L. 331-26. « II. — Les délibérations mentionnées aux 2° à 6° et 16° à 21° du I sont prises après avis de la commission de protection des droits. « Art.D. 331-5.-Les membres du collège de la Haute Autorité perçoivent une indemnité forfaitaire pour chaque séance plénière du collège, dans la limite d'un plafond annuel. « Le montant de ces indemnités ainsi que le plafond annuel sont fixés par un arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, du budget et de la fonction publique.

« Paragraphe 2

« La commission de protection des droits

« Art.R. 331-6.-La commission de protection des droits est convoquée par son président qui fixe

l'ordre du jour. « La commission de protection des droits ne peut valablement délibérer que si au moins deux de ses membres sont présents. « Art.R. 331-7.-Les séances de la commission de protection des droits ne sont pas publiques. « Art.D. 331-8.-Les membres de la commission de protection des droits perçoivent une indemnité forfaitaire dont le montant annuel est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, du budget et de la fonction publique.

« Paragraphe 3

« Le président et le secrétaire général de la Haute Autorité

« Art.R. 331-9.-Le président de la Haute Autorité nomme aux emplois. Il a autorité sur l'ensemble des personnels des services. Il fixe l'organisation des services après avis du collège. Il signe tous actes relatifs à l'activité de la Haute Autorité, sous réserve des compétences de la commission de protection des droits. « Il représente la Haute Autorité en justice. « Il peut transiger dans les conditions fixées par le 10° de l'article R. 331-4 et par les articles 2044 à 2058 du code civil. « Art.R. 331-10.-Dans le cadre des règles générales fixées par le collège de la Haute Autorité, le président a qualité pour : « 1° Liquider et ordonnancer les recettes et les dépenses ; « 2° Passer au nom de celles-ci tous contrats et marchés ; « 3° Recruter le personnel et fixer ses rémunérations et indemnités ; « 4° Tenir la comptabilité des engagements. « La compétence mentionnée au 3° s'exerce après avis de la commission de protection des droits pour les agents dont dispose cette commission. « Art.R. 331-11.-Pour l'exercice des pouvoirs mentionnés ci-dessus, le président peut déléguer sa signature au secrétaire général. « Art.R. 331-12.-Le président est suppléé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un membre qu'il désigne parmi les personnes mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 331-16. « Le président est remplacé, en cas de vacance, jusqu'à la nouvelle élection, par l'un des membres dans l'ordre prévu à l'article L. 331-16. « Art.D. 331-13.-Le président perçoit une indemnité forfaitaire dont le montant annuel est fixé par arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, du budget et de la fonction publique. « Art.R. 331-14.-Sous l'autorité du président, le secrétaire général est chargé du fonctionnement et de la coordination des services. A ce titre, et dans le cadre des règles générales fixées par le collège, le secrétaire général a qualité pour gérer le personnel. Dans les matières relevant de sa compétence, le secrétaire général peut déléguer sa signature dans les limites qu'il détermine et désigner les agents habilités à le représenter. « Le secrétaire général peut, par délégation du président, tenir la comptabilité des engagements de dépenses dans les conditions définies par le règlement comptable et financier. « Le secrétaire général désigne les experts mentionnés à l'article L. 331-19 après avoir recueilli l'avis de la commission de protection des droits lorsque ceux-ci lui apportent leur concours.

« Paragraphe 4

« Dispositions relatives au personnel

« Art.R. 331-15.-Des fonctionnaires et des magistrats de l'ordre judiciaire peuvent être détachés ou mis à disposition auprès de la Haute Autorité dans les conditions prévues par leur statut. « La Haute Autorité peut recruter des agents non titulaires de droit public par contrat à durée déterminée ou indéterminée, employés à temps complet ou à temps incomplet. « Les agents contractuels de droit public recrutés par la Haute Autorité sont soumis aux dispositions du décret

du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, à l'exception de l'article 1-2. « Le président de la Haute Autorité peut également faire appel, avec l'accord des ministres intéressés, aux services des ministères chargés de la culture, de la communication, de l'économie, des finances et de l'industrie, ainsi que du Centre national du cinéma et de l'image animée, dont le concours est nécessaire à l'accomplissement de ses missions. « Art.R. 331-16.-L'habilitation mentionnée à l'article L. 331-21 est délivrée, de manière individuelle, par le président de la Haute Autorité aux agents publics des services de la Haute Autorité pour une durée de cinq ans renouvelable. « Pour délivrer l'habilitation, le président de la Haute Autorité vérifie que l'agent présente les capacités et les garanties requises au regard des missions confiées à la commission de protection des droits. Il tient compte notamment de son niveau de formation ou de son expérience. « Art.R. 331-17.-Nul agent ne peut être habilité : « — s'il a fait l'objet d'une condamnation à une peine correctionnelle ou criminelle inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire, ou dans un document équivalent lorsqu'il s'agit d'un ressortissant de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ; « — s'il résulte de l'enquête administrative prévue au deuxième alinéa de l'article L. 331-22 que son comportement est incompatible avec l'exercice de ses fonctions ou missions. « Art.R. 331-18.-Il est mis fin à l'habilitation lorsque son titulaire n'exerce plus les fonctions à raison desquelles il a été habilité. « Il est également mis fin à l'habilitation lorsque les conditions définies aux articles R. 331-16 et R. 331-17 cessent d'être remplies. La personne intéressée est préalablement informée des motifs et de la nature de la mesure envisagée et mise à même de présenter des observations. En cas d'urgence, le président de la Haute Autorité peut suspendre l'habilitation pour une durée maximale de six mois. « Art.R. 331-19.-Les agents habilités dans les conditions définies aux articles R. 331-17 et R. 331-18 prêtent serment devant le juge d'instance de leur résidence. La formule de serment est la suivante : " Je jure de bien et fidèlement remplir mes fonctions et de ne rien révéler ou utiliser de ce qui sera porté à ma connaissance à l'occasion de leur exercice. " « Le greffier du tribunal d'instance porte mention de l'accomplissement de cette prestation de serment, de sa date et de son lieu sur la décision d'habilitation.

« Paragraphe 5

« Dispositions financières et comptables

« Art.R. 331-20.-L'exercice budgétaire et comptable débute le 1er janvier et s'achève le 31 décembre. « Le budget comporte la prévision des recettes attendues et des dépenses nécessitées par l'exercice des missions confiées à la Haute Autorité. Il peut être modifié en cours d'année. Les crédits inscrits au budget sont limitatifs et appréciés au regard des dépenses de fonctionnement hors dépenses de personnel, des dépenses d'investissement et des dépenses de personnel. En cas de dégradation prévisible du résultat, le collège délibère dans les meilleurs délais sur une décision modificative du budget permettant le retour à l'équilibre. « Les délibérations du collège relatives au budget et à ses modifications sont adressées aux ministres chargés de la culture et du budget. « Art.R. 331-21.-L'agent comptable de la Haute Autorité est nommé par arrêté conjoint des ministres chargés de la culture et du budget. « L'agent comptable est responsable personnellement et pécuniairement dans les conditions de l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963 et du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés. Il est chargé de la tenue des comptabilités de la Haute Autorité,

du recouvrement des droits, contributions et de toutes autres recettes, du paiement des dépenses et du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités. « Avec l'accord du président du collège, l'agent comptable peut confier sous son contrôle la comptabilité analytique et la comptabilité matière aux services de la Haute Autorité. « L'agent comptable peut nommer des mandataires qui sont agréés par le président du collège. « Art.R. 331-22.-Les comptes de la Haute Autorité sont établis selon les règles du plan comptable général. Celui-ci peut faire l'objet d'adaptations proposées par le président du collège après avis du collège et approuvées par le ministre chargé du budget. « Les taux d'amortissement et de dépréciation ainsi que les modalités de tenue des inventaires sont fixés par le règlement comptable et financier. « L'agent comptable établit un compte financier au terme de chaque exercice. Le compte financier comprend le compte de résultat, le bilan, l'annexe, la balance générale des comptes à la clôture de l'exercice, le tableau de rapprochement des prévisions et des réalisations effectives et, le cas échéant, la balance des comptes spéciaux. « Le compte financier de la Haute Autorité est préparé par l'agent comptable et soumis par le président du collège au collège qui entend l'agent comptable. Le compte financier est arrêté par le collège. Il est transmis à la Cour des comptes par le président du collège de la Haute Autorité, accompagné des délibérations du collège relatives au budget, à ses modifications et au compte financier, et de tous les autres documents demandés par les ministres ou par la cour, dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice. « Le rapport mentionné à l'article L. 331-14 fait une présentation du compte financier et reproduit le compte de résultat et le bilan. « Art.R. 331-23.-L'agent comptable est tenu de faire diligence pour assurer le recouvrement de toutes les ressources de la Haute Autorité. Les recettes sont recouvrées par l'agent comptable soit spontanément, soit en exécution des instructions du président du collège.L'agent comptable adresse aux débiteurs les factures correspondantes et reçoit leurs règlements. Tous les droits acquis au cours d'un exercice doivent être pris en compte au titre de cet exercice. « Art.R. 331-24.-Lorsque les créances de la Haute Autorité n'ont pu être recouvrées à l'amiable, les poursuites sont conduites conformément aux usages du commerce ou peuvent faire l'objet d'états rendus exécutoires par le président du collège. Les états exécutoires peuvent être notifiés aux débiteurs par lettre recommandée avec accusé de réception. Leur recouvrement est poursuivi jusqu'à opposition devant la juridiction compétente. « Art.R. 331-25.-L'agent comptable procède aux poursuites. Celles-ci peuvent, à tout moment, être suspendues sur ordre écrit du président du collège si la créance est l'objet d'un litige. Le président du collège suspend également les poursuites si, en accord avec l'agent comptable, il estime que la créance est irrécouvrable ou que l'octroi d'un délai par l'agent comptable est conforme à l'intérêt de la Haute Autorité. « Art.R. 331-26.-Le président du collège peut décider, après l'avis conforme de l'agent comptable : « 1° En cas de gêne des débiteurs, d'accorder une remise gracieuse des créances de la Haute Autorité ; « 2° La remise totale ou partielle des majorations de retard ou des pénalités appliquées sur demande justifiée des débiteurs ; « 3° Une admission en non-valeur des créances de la Haute Autorité, en cas d'insolvabilité des débiteurs ou lorsque les créances ne sont pas recouvrables. « Le collège fixe le montant au-delà duquel l'une des remises mentionnées au 1° ou au 2° est soumise à son approbation. « Lorsque la remise gracieuse, totale ou partielle, concerne une dette de l'agent comptable, l'avis prévu par l'article 9 du décret n° 2008-228 du 5 mars 2008 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptes publics et assimilés est rendu par le collège. « Art.R. 331-27.-Toutes les dépenses doivent être liquidées et ordonnancées au cours de l'exercice auquel elles se rattachent. Les dépenses de la Haute Autorité sont réglées par l'agent comptable sur l'ordre donné par le président du collège ou après avoir été acceptées par ce dernier. Les ordres de dépenses sont appuyés des pièces justificatives nécessaires, et notamment des factures, mémoires, marchés, baux ou conventions.L'acceptation de la dépense revêt la forme soit d'une mention datée et signée apposée sur le mémoire, la facture ou toute autre pièce en tenant lieu, soit d'un certificat

séparé d'exécution de service, l'une ou l'autre précisant que le règlement peut être valablement opéré pour la somme indiquée. « L'agent comptable peut payer sans ordonnancement préalable certaines catégories de dépenses dans les conditions prévues par le règlement comptable et financier. « Art.D. 331-28.-La liste des pièces justificatives de recettes et de dépenses est préparée par l'agent comptable et proposée par le président du collège à l'agrément du ministre chargé du budget. En cas de perte, destruction ou vol des justifications remises à l'agent comptable, le ministre chargé du budget peut autoriser ce dernier à pourvoir à leur remplacement. Les pièces justificatives sont conservées dans les archives de l'agent comptable pendant dix ans au moins à partir de la date de clôture de l'exercice auquel elles se rapportent. « Art.R. 331-29.-L'agent comptable est tenu d'exercer : « 1° En matière de recettes, le contrôle : « — de l'autorisation de percevoir les recettes ; « — de la mise en recouvrement des créances et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recettes, dans la limite des éléments dont il dispose ; « 2° En matière de dépenses, le contrôle : « — de la qualité de l'ordonnateur ou de son délégué ; « — de la disponibilité des crédits ; « — de l'exacte imputation des dépenses aux chapitres qu'elles concernent selon leur nature ou leur objet ; « — de la validité de la créance dans les conditions prévues au 4° ; « — du caractère libératoire du règlement ; « 3° En matière de patrimoine, le contrôle : « — de la conservation des droits, privilèges et hypothèques ; « — de la conservation des biens dont il tient la comptabilité matière ; « 4° En ce qui concerne la validité de la créance, le contrôle : « — de la justification du service fait et de l'exactitude des calculs de liquidation ; « — de l'application des règles de prescription et de déchéance. « Lorsqu'il constate, à l'occasion des contrôles qu'il réalise, des irrégularités ou des inexactitudes dans les certifications délivrées par le président du collège, l'agent comptable suspend le paiement des dépenses. Il en informe le président. « Lorsque l'agent comptable a suspendu le paiement des dépenses, le président du collège peut, par écrit et sous sa responsabilité, requérir l'agent comptable de payer. Celui-ci défère à la réquisition et rend compte au ministre chargé du budget, qui transmet l'ordre de réquisition à la Cour des comptes. « Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, l'agent comptable doit refuser de déférer à l'ordre de réquisition lorsque la suspension du paiement est motivée par : « 1° L'absence de justification du service fait ; « 2° Le caractère non libératoire du règlement ; « 3° Le manque de fonds disponibles. « Dans ce cas, l'agent comptable rend immédiatement compte au ministre chargé du budget. « Art.R. 331-30.-Des régies de recettes et de dépenses peuvent être créées auprès de la Haute Autorité par décision du président du collège sur avis conforme de l'agent comptable dans les conditions fixées par le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics et le règlement comptable et financier. « Art.R. 331-31.-Les fonds de l'agence sont déposés et placés dans les conditions prévues par les articles 174 et 175 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique. « Art.R. 331-32.-Les comptes de l'agent comptable de la Haute Autorité sont jugés directement par la Cour des comptes. Le contrôle de la gestion de l'agent comptable est également assuré par le receveur général des finances.

« Paragraphe 6

« Dispositions diverses

« Art.D. 331-33.-Les frais occasionnés par les déplacements et les séjours des personnels et des membres de la Haute Autorité sont remboursés dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux personnels civils de l'Etat. « Les délibérations prévues au 8° de

l'article 2 ainsi qu'aux articles 3 et 7 du décret du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat sont prises par le collège de la Haute Autorité. « Art.D. 331-34.-La déclaration d'intérêts mentionnée à l'article L. 331-18 est établie conformément au modèle figurant en annexe au présent article. « Les déclarations sont actualisées chaque année et, en tout état de cause, dès qu'un fait nouveau intervient dans la situation professionnelle ou personnelle des déclarants. »

Article 3

Pour l'application de l'article D. 331-34 du même code, jusqu'à l'établissement par décret d'un nouveau modèle de déclaration, la déclaration d'intérêts est établie conformément au modèle annexé à l'article D. 331-9-1 par le décret n° 2009-887 du 21 juillet 2009.

Article 4

Le 1° du I de l'article 1er du décret du 6 septembre 2005 susvisé est complété par un nouvel alinéa j ainsi rédigé : « j) Des agents de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet appelés à participer à la mise en œuvre des missions de la commission de protection des droits ; ».

Article 5

I. — A l'ouverture de la première séance du collège de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, il est procédé à l'élection du président dont la durée du mandat est de six ans. Il est ensuite procédé au tirage au sort des trois membres dont la durée du mandat sera de deux ans et des trois membres dont la durée du mandat sera de quatre ans. A cet effet, il est établi des bulletins libellés au nom de chacun des membres, hormis le président. La durée du mandat des trois membres, et de leurs suppléants pour les membres désignés en application des 1° à 4° de l'article L. 331-16, dont les noms sont tirés au sort les premiers est de deux ans. La durée du mandat des trois membres, et de leurs suppléants pour les membres désignés en application des 1° à 4° de l'article L. 331-16, dont les noms sont tirés au sort les seconds est de quatre ans. La durée du mandat des deux derniers membres, et de leurs suppléants pour les membres désignés en application des 1° à 4° de l'article L. 331-16, est de six ans. Le déroulement de ces opérations fait l'objet d'un procès-verbal dressé par un agent de la Haute Autorité faisant office de secrétaire de séance. Ce procès-verbal est signé par chacun des membres du collège et transmis aux ministres chargés des communications électroniques, de la consommation et de la culture. II. — A l'ouverture de la première séance de la commission de protection des droits de la Haute Autorité, il est procédé au tirage au sort du membre dont la durée du mandat sera de deux ans et du membre dont la durée du mandat sera de quatre ans. A cet effet, il est établi des bulletins libellés au nom de chacun des membres, hormis le président dont le mandat est de six ans. La durée du mandat du membre, et de son suppléant, dont le nom est tiré au sort est de deux ans. La durée du mandat de l'autre membre, et de son suppléant, est de quatre ans. Le déroulement de ces opérations fait l'objet d'un procès-verbal dressé par un agent de la Haute Autorité faisant office de secrétaire de séance. Ce procès-verbal est signé par chacun des membres de la commission de protection des droits et transmis au ministre chargé de la culture.

Article 6

Les agréments des agents du Centre national du cinéma et de l'image animée, des organismes de défense professionnelle visés à l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle ou des sociétés mentionnées au titre II du livre III du même code délivrés avant l'entrée en vigueur du présent décret demeurent valables pour permettre l'exercice des missions prévues par l'article L. 331-2 du code de la propriété intellectuelle pendant un délai de deux ans à compter de la publication du présent décret. Leur renouvellement éventuel s'effectue dans les conditions prévues pour les premières demandes d'agrément.

Article 7

Le présent décret est applicable sur l'ensemble du territoire de la République, à l'exception de la Polynésie française.

Article 8

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le ministre de la culture et de la communication et le ministre auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, chargé de l'industrie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 29 décembre 2009.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre de la culture et de la communication,
Frédéric Mitterrand

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,
Michèle Alliot-Marie

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,
Christine Lagarde

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,
Brice Hortefeux

Le ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,
Eric Woerth

Le ministre auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, chargé de
l'industrie,
Christian Estrosi

DECRET

Décret du 20 janvier 2010 portant nomination de la présidente de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Mme IMBERT-QUARETTA (Mireille)

NOR: MCCB1001377D

Par décret en date du 20 janvier 2010, Mme Mireille Imbert-Quaretta est nommée présidente de la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

DECRET

Décret n° 2010-236 du 5 mars 2010 relatif au traitement automatisé de données à caractère personnel autorisé par l'article L. 331-29 du code de la propriété intellectuelle dénommé « Système de gestion des mesures pour la protection des œuvres sur internet »

NOR: MCCB1004830D

Le Premier ministre, Sur le rapport du ministre de la culture et de la communication, Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-15, L. 331-21, L. 331-24, L. 331-25, L. 331-28, L. 331-29 et L. 336-3 ; Vu le code des postes et communications électroniques, notamment son article L. 34-1 ; Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique, notamment son article 6 ; Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 14 janvier 2010 ; Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

Article 1

Le traitement de données à caractère personnel dénommé « Système de gestion des mesures pour la protection des œuvres sur internet » a pour finalité la mise en œuvre, par la commission de protection des droits de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet, de la procédure de recommandations prévue par l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle.

Article 2

Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er figurent en annexe au présent décret.

Article 3

Les données à caractère personnel et informations mentionnées à l'article 2 sont effacées : 1° Deux mois après la date de réception par la commission de protection des droits des données prévues au 1° de l'annexe dans le cas où n'est pas envoyée à l'abonné, dans ce délai, la recommandation prévue au premier alinéa de l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle ; 2° Quatorze mois après la date de l'envoi d'une recommandation prévue au premier alinéa de l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle dans le cas où n'est pas intervenue, dans ce délai, la présentation au même abonné d'une nouvelle recommandation prévue au deuxième alinéa du même article ; 3° Vingt mois après la date de présentation de la lettre remise contre signature ou de tout autre moyen propre à établir la preuve de la date de présentation de la recommandation prévue au deuxième alinéa de l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle.

Article 4

I. — Ont directement accès aux données à caractère personnel et aux informations mentionnées à l'annexe au présent décret les agents publics assermentés habilités par le président de la haute autorité en application de l'article L. 331-21 du code de la propriété intellectuelle et les membres de la commission de protection des droits mentionnée à l'article 1er. II. — Les opérateurs de communications électroniques et les prestataires mentionnés au 2° de l'annexe au présent décret sont destinataires : — des données techniques nécessaires à l'identification de l'abonné ; — des recommandations prévues à l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle en vue de leur envoi par voie électronique à leurs abonnés.

Article 5

Les consultations du traitement automatisé font l'objet d'un enregistrement comprenant l'identifiant du consultant, la date, l'heure et l'objet de la consultation. Ces informations sont conservées pendant un délai d'un an.

Article 6

Les droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978, s'exercent auprès du président de la commission de protection des droits de la haute autorité.

Article 7

Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 susvisé ne s'applique pas au présent traitement.

Article 8 En savoir plus sur cet article...

Le présent traitement fait l'objet d'une interconnexion avec : 1° D'une part, les traitements automatisés de données à caractère personnel mis en œuvre par les organismes de défense professionnelle régulièrement constitués, les sociétés de perception et de répartition des droits, le Centre national du cinéma et de l'image animée, pour la collecte des données et informations mentionnées au 1° de l'annexe au présent décret ; 2° D'autre part, les traitements mis en œuvre par les opérateurs de communications électroniques et les prestataires mentionnés au 2° de l'annexe au présent décret pour la collecte des données et informations mentionnées à ce même alinéa. Cette interconnexion est effectuée selon des modalités définies par une convention conclue avec les opérateurs et prestataires concernés ou, à défaut, par un arrêté conjoint du ministre chargé de la culture et du ministre chargé des communications électroniques. Les interconnexions prévues aux 1° et 2° sont effectuées selon des modalités assurant la sécurité, l'intégrité et le suivi des données et informations conservées.

Article 9

Le présent décret est applicable sur l'ensemble du territoire de la République, à l'exception de la Polynésie française.

Article 10

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

- Annexe A N N E X E Les données à caractère personnel et informations enregistrées dans le traitement dénommé « Système de gestion des mesures pour la protection des œuvres sur internet » sont les suivantes : 1° Données à caractère personnel et informations provenant des organismes de défense professionnelle régulièrement constitués, des sociétés de perception et de répartition des droits, du Centre national du cinéma et de l'image animée : Quant aux faits susceptibles de constituer un manquement à l'obligation définie à l'article L. 336-3 du code de la propriété intellectuelle : Date et heure des faits ; Adresse IP des abonnés concernés ; Protocole pair à pair utilisé ; Pseudonyme utilisé par l'abonné ; Informations relatives aux œuvres ou objets protégés concernés par les faits ; Nom du fichier tel que présent sur le poste de l'abonné (le cas échéant) ; Fournisseur d'accès à internet auprès duquel l'accès a été souscrit. Quant aux agents assermentés et agréés dans les conditions définies à l'article L. 331-2 du code de la propriété intellectuelle : Nom de famille, prénoms ; Date et durée de l'agrément, date de l'assermentation ; Organismes (de défense professionnelle régulièrement constitués, sociétés de perception et de répartition des droits ou Centre national du cinéma et de l'image animée) ayant procédé à la désignation de l'agent. 2° Données à caractère personnel et informations relatives à l'abonné recueillies auprès des opérateurs de communications électroniques en application de l'article L. 34-1 du code des postes et communications électroniques et des prestataires mentionnés aux 1 et 2 du I de l'article 6 de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique : Nom de famille, prénoms ; Adresse postale et adresses électroniques ; Coordonnées téléphoniques ; Adresse de l'installation téléphonique de l'abonné. 3° Recommandations par voie électronique et recommandations par lettre remise contre signature ou par tout autre moyen propre à établir la preuve de la date de présentation prévues à l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle ainsi que courriers et observations des abonnés destinataires des recommandations.

Fait à Paris, le 5 mars 2010.

François Fillon

Par le Premier ministre :

Le ministre de la culture et de la communication,

Frédéric Mitterrand

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,

Christine Lagarde

DECRET

Décret n° 2010-695 du 25 juin 2010 instituant une contravention de négligence caractérisée protégeant la propriété littéraire et artistique sur internet

NOR: JUSD1007785D

Le Premier ministre, Sur le rapport de la ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et du ministre de la culture et de la communication, Vu le code pénal, notamment son article R. 610-1 ; Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-25, L. 331-26, L. 335-2, L. 335-3, L. 335-4, L. 335-7, L. 335-7-1 et L. 336-3 ; Vu la loi n° 2009-1311 du 28 octobre 2009 relative à la protection pénale de la propriété littéraire et artistique sur internet, notamment son article 13 ; Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu, Décrète :

Article 1

Le chapitre V du titre III du livre III de la partie réglementaire du code de la propriété intellectuelle est complété par un article R. 335-5 ainsi rédigé : « Art. R. 335-5. - I. — Constitue une négligence caractérisée, punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, le fait, sans motif légitime, pour la personne titulaire d'un accès à des services de communication au public en ligne, lorsque se trouvent réunies les conditions prévues au II : « 1° Soit de ne pas avoir mis en place un moyen de sécurisation de cet accès ; « 2° Soit d'avoir manqué de diligence dans la mise en œuvre de ce moyen. « II. — Les dispositions du I ne sont applicables que lorsque se trouvent réunies les deux conditions suivantes : « 1° En application de l'article L. 331-25 et dans les formes prévues par cet article, le titulaire de l'accès s'est vu recommander par la commission de protection des droits de mettre en œuvre un moyen de sécurisation de son accès permettant de prévenir le renouvellement d'une utilisation de celui-ci à des fins de reproduction, de représentation ou de mise à disposition ou de communication au public d'œuvres ou d'objets protégés par un droit d'auteur ou par un droit voisin sans l'autorisation des titulaires des droits prévus aux livres Ier et II lorsqu'elle est requise ; « 2° Dans l'année suivant la présentation de cette recommandation, cet accès est à nouveau utilisé aux fins mentionnées au 1° du présent II. « III. — Les personnes coupables de la contravention définie au I peuvent, en outre, être condamnées à la peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne pour une durée maximale d'un mois, conformément aux dispositions de l'article L. 335-7-1. »

Article 2

Le présent décret est applicable sur l'ensemble du territoire de la République, à l'exception de la Polynésie française.

Article 3

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et le ministre de la culture et de la communication sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 2010.

François Fillon

Par le Premier ministre :

La ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Michèle Alliot-Marie

Le ministre de la culture et de la communication,

Frédéric Mitterrand

Décrets attendus

Titre du décret	Objet
Décret relatif à la « procédure applicable devant la commission de protection des droits »	Ce texte fixe les règles applicables à la procédure et à l'instruction des dossiers de la Commission de protection des droits.
Décret pris pour l'application des articles L. 331-23 et L. 331-37 du Code de la propriété intellectuelle	Ce texte détermine les conditions dans lesquelles la Haute Autorité attribue aux offres proposées par des personnes dont l'activité est d'offrir un service de communication au public en ligne, un label permettant aux usagers de ce service d'en identifier clairement le caractère légal. Il fixe également les règles applicables à la procédure et à l'instruction des dossiers relevant de la mission de régulation et de veille dans le domaine des mesures techniques.
Décret relatif à la procédure d'évaluation et de labellisation par la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet des moyens de sécurisation destinés à prévenir l'utilisation illicite de l'accès à un service de communication au public en ligne	Ce texte fixe la procédure selon laquelle les moyens de sécurisation sont évalués et labellisés.
Décret « indicateurs »	Décret fixant la liste des indicateurs publiés annuellement par l'Hadopi au titre de sa mission d'encouragement au développement de l'offre légale et d'observation de l'utilisation licite ou illicite des œuvres sur internet.